

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 06 JUIN 2016**

DS/RT

**OBJET : N° 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE –
ACHAT LOGICIEL GESTION SPANC – CONVENTION CONSTITUTIVE GROUPEMENT DE
COMMANDE -**

L'an deux mille seize, le six du mois de juin à seize heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Philippe MERINE.

**OBJET : N° 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE –
ACHAT LOGICIEL GESTION SPANC – CONVENTION CONSTITUTIVE GROUPEMENT DE
COMMANDE -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le groupement de commandes permet à plusieurs personnes morales relevant des textes relatifs aux marchés publics et justifiant des besoins communs liés à un achat déterminé ou à une opération ponctuelle dans le domaine des fournitures, des services ou des travaux, d'associer leurs maîtrises d'ouvrage respectives dans le but de réaliser des économies d'échelle.

Cet instrument juridique nécessite la conclusion d'une convention constitutive entre l'ensemble des parties intéressées.

Cette dernière a pour objet de désigner, parmi les membres du groupement, un coordonnateur chargé d'organiser, dans le respect des règles de la commande publique, la procédure de passation du ou des marchés aboutissant au choix d'un ou plusieurs prestataires communs à l'ensemble des participants au groupement.

Or, le SEBA envisage depuis un certain temps d'acquérir ou de louer un logiciel de gestion spécialisé pour le SPANC, disposant à minima des spécifications suivantes :

- conforme à la réglementation en vigueur,
- facilitant la gestion opérationnelle du service,
- exploitant les dernières technologies,
- s'insérant dans l'environnement existant (reprise des données, lien avec les SIG,...).

Le SEBA a proposé aux services SPANC ardéchois de s'associer à cet achat à travers un groupement de commandes.

L'intérêt du groupement de commandes serait de choisir au final le même logiciel, permettant, à une échelle départementale :

- 1) la mutualisation des tâches administratives de passation du marché
- 2) la réduction des coûts d'achat ou de location des licences
- 3) la mise en place d'une communauté professionnelle locale partageant le même outil
- 4) la déclinaison cartographique dans les SIG existants au niveau départemental.

Le SEBA a la possibilité de coordonner ce groupement de commandes, réduisant d'autant l'impact administratif de la procédure de passation pour les autres collectivités, tout en les associant pleinement à la définition des besoins et au choix de la solution à travers une commission consultative regroupant l'ensemble des collectivités participantes.

Toutefois, ce groupement conservera l'autonomie des membres, car chaque acheteur signera un marché à hauteur de ses besoins propres avec l'attributaire commun, lui en notifiera les termes et s'assurera de sa bonne exécution (un acte d'engagement par membre).

Il est proposé au bureau syndical :

- d'approuver les termes de la convention constitutive du groupement telle que rédigée **en annexe**,
- d'autoriser le président du syndicat à la signer, et plus généralement faire le nécessaire dans ce dossier.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL

Projet de convention annexé à la délibération du bureau syndical SEBA du 6/06/2016

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'UN LOGICIEL DE GESTION DE SPANC

La présente convention est établie entre :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (ci-après dénommé SEBA), représenté par M. Jean PASCAL, agissant en sa qualité de président dûment mandaté par délibération du 6 juin 2016 ;

ET

Les membres figurant en annexe 1

PREAMBULE

Le SEBA envisage depuis un certain temps d'acquérir ou de louer un logiciel de gestion spécialisé, disposant à minima des spécifications suivantes :

- conforme à la réglementation en vigueur,
- facilitant la gestion opérationnelle du SPANC,
- exploitant les dernières technologies,
- s'insérant dans l'environnement existant (reprise des données, lien avec les SIG,...).

Le SEBA a proposé aux services SPANC ardéchois de s'associer à cet achat à travers un groupement de commandes.

L'intérêt du groupement de commandes serait de choisir au final le même logiciel, permettant, à une échelle départementale :

- 1) la mutualisation des tâches administratives de passation du marché
- 2) la réduction des coûts d'achat ou de location des licences
- 3) la mise en place d'une communauté professionnelle locale partageant le même outil
- 4) la déclinaison cartographique dans les SIG existants au niveau départemental.

Le SEBA a la possibilité de coordonner ce groupement de commandes, réduisant d'autant l'impact administratif de la procédure de passation pour les autres collectivités, tout en les associant pleinement à la définition des besoins et au choix de la solution.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU :

Article 1^{er}. - Objet

Il est constitué entre les membres signataires de la présente convention un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, ci-après désigné "le groupement".

A cet égard, la présente convention précise les modalités de fonctionnement de ce groupement ainsi que les obligations respectives de chacune des parties.

Projet de convention annexé à la délibération du bureau syndical SEBA du 6/06/2016

Article 2. - Composition du groupement

Le groupement est ouvert aux personnes mentionnées à l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

La composition initiale des membres du groupement sera arrêtée au plus tard le 30 juin 2016. Elle figure en annexe 1.

Article 3. - Conditions d'adhésion et de sortie du groupement

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses propres règles internes. Cette décision est notifiée au coordonnateur.

L'adhésion des personnes relevant du code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord cadre ou un marché en cours au moment de son adhésion.

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement.

Le retrait d'un membre du groupement est constaté selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur. Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours.

Les membres fondateurs du groupement acceptent, sans qu'il soit besoin de délibérer, l'adhésion de tout nouveau membre après délibération/décision prise par l'organe compétent de celui-ci. L'annexe 1 à la présente convention s'en trouve automatiquement modifiée.

Le coordonnateur complète en conséquence la convention constitutive, la dépose en préfecture et la notifie aux autres membres du groupement.

En cas de sortie du coordonnateur du groupement, ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative ou un avenant interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

Article 4. - Obligations des membres

Les membres du groupement sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins quantitatifs, par le truchement éventuellement d'une fiche de recensement ;
- de respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti ;
- de participer, selon leur volonté, à la définition des prescriptions administratives et techniques (CCAP, CCTP, règlement de consultation), en collaboration avec le coordonnateur ;
- de signer le marché correspondant à ses besoins propres avec l'attributaire commun retenu par le coordonnateur du groupement de commandes ;
- de lui en notifier les termes ;
- de respecter le choix du titulaire du marché correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans le cahier des charges de la consultation ;

Projet de convention annexé à la délibération du bureau syndical SEBA du 6/06/2016

- d'assurer la bonne exécution de ce marché ;
- d'assurer le paiement des prestations correspondantes ;
- d'inscrire le montant de l'opération dans son budget et d'assurer l'exécution comptable du ou des marchés (et/ ou accords-cadres et marchés subséquents) qui le concerne ;
- d'informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou l'exécution de ses marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

Article 5. - Désignation et missions du coordonnateur

Le SEBA est désigné par l'ensemble des membres du groupement comme « coordonnateur » pour les missions décrites ci-après.

Le coordonnateur est désigné pour la durée de la convention.

Chaque structure est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du non-respect de ses obligations.

Le coordonnateur est chargé d'organiser, dans le respect des textes régissant les marchés publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un prestataire afin de permettre de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

En pratique, le coordonnateur a pour mission :

- D'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres
- De définir le cadre juridique d'achat
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres
- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication des avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi des dossiers de consultation des entreprises, préparation et organisation matérielle des opérations d'analyse des candidatures et des offres, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appel d'offres si nécessaire, choix du/des titulaires du marché, information des membres du groupement des résultats de la consultation, information des candidats non retenus)
- De gérer les précontentieux et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement

Article 6. - Commission d'appel d'offres (CAO)

La commission d'appel d'offres chargée, le cas échéant, de l'attribution des marchés et des accords-cadres, est composée selon les règles de l'article L1414-3 du code général des collectivités territoriales.

Si, pour des raisons réglementaires, la réunion de la commission d'appel d'offres n'est pas nécessaire, une commission consultative, composée du chef de l'exécutif de chacun des membres du groupement (ou de

Projet de convention annexé à la délibération du bureau syndical SEBA du 6/06/2016

son représentant nommément désigné), émettra un avis consultatif sur le classement des offres et l'attribution du marché.

Article 7. - Dispositions financières : indemnisation du coordonnateur

Le SEBA, en sa qualité de coordonnateur assure le financement des frais exposés par le groupement :

- frais relatifs à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence et de l'avis d'attribution
- frais de reprographie et d'envoi des dossiers
- frais de gestion administrative de consultation.

Il ne sera demandé aucune indemnisation par le coordonnateur au titre de sa mission.

Article 8. - Durée de la convention et du groupement

La présente convention prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu un caractère exécutoire pour toutes les parties.

La date d'effet de la présente convention est celle de la notification de la convention par le coordonnateur à tous les membres du groupement.

Le présent groupement est conclu pour la durée de réalisation du marché objet du présent groupement.

Article 9. - Recours

Tout litige susceptible de naître entre les membres du groupement à l'occasion de la présente convention fera l'objet d'une procédure de règlement amiable, avant toute procédure contentieuse éventuelle portée devant la juridiction compétente.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, seul le coordonnateur sera habilité à agir en justice.

Pour les litiges opposant le groupement à leur cocontractant, chaque membre du groupement sera habilité à agir en justice, la présente convention ne produisant plus d'effet.

Article 10. - Modification de la présente convention

Les éventuelles modifications du présent acte constitutif du groupement doivent être approuvées par les deux tiers des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

Article 11. - Dissolution du groupement

Le groupement est dissout de fait par la pleine réalisation du marché objet du groupement.

Fait à _____, le _____

Fait en autant d'originaux que de parties

Le coordonnateur du groupement